



Mardi 5 octobre 1954,
à 15 h. 45

New-York

SOMMAIRE

	Page
Point 49 de l'ordre du jour (<i>suite</i>) :	
Rapport de la Commission du droit international sur les travaux de sa sixième session (à l'exception du chapitre III) [<i>suite</i>]	7

Président: M. Francisco V. GARCIA AMADOR
(Cuba).

POINT 49 DE L'ORDRE DU JOUR (*suite*)

**Rapport de la Commission du droit international
sur les travaux de sa sixième session (à l'ex-
ception du chapitre III) [A/2693] (*suite*)**

**Chapitre II. — La nationalité, y compris
l'apatridie (*suite*)**

DISCUSSION GÉNÉRALE (*suite*)

1. M. NANDY (Pakistan) déclare que l'apatridie est, dans la pire des hypothèses, un crime international et, au mieux, un état de choses regrettable; en tout état de cause, il faut la supprimer. La délégation du Pakistan accueille avec faveur les remèdes que propose la Commission du droit international sous forme de deux projets de conventions sur l'apatridie dans l'avenir, et approuve en particulier les deux paragraphes de leurs préambules, où il est dit que l'apatridie entraîne souvent des souffrances et des difficultés que réprouve la conscience universelle et qui portent atteinte à la dignité humaine, et qu'elle est fréquemment à l'origine de frictions entre Etats.
2. Toutefois, il ne semble pas encore possible d'éliminer complètement l'apatridie dans l'avenir; c'est pourquoi la délégation du Pakistan préférerait le genre de solution préconisée dans le projet de convention sur la réduction du nombre des cas d'apatridie. Ce projet pourra, bien entendu, être modifié et amélioré par la Sixième Commission et l'Assemblée générale.
3. M. Nandy se réserve de parler ultérieurement de la question plus générale de la nationalité, ainsi que du statut spécial à accorder aux personnes actuellement apatrides.
4. M. GARCIA OLANO (Argentine) déclare, au sujet de la première partie du chapitre II du rapport, qu'en Argentine les apatrides ne sont ni assez nombreux ni suffisamment désavantagés par rapport aux citoyens argentins pour poser un problème. En vertu de l'article 31 de la Constitution argentine et de lois récemment entrées en vigueur, les apatrides, comme tous les autres étrangers qui entrent légalement en Argentine, jouissent des mêmes droits civils que les citoyens argentins. La procédure de naturalisation est simple et les apatrides peuvent acquérir assez rapidement la citoyenneté argentine.

5. C'est pourquoi la délégation de l'Argentine n'a pas d'observations à présenter sur les deux projets de conventions. Elle réserve toutefois sa position au sujet de l'article 3 des deux textes, qui est incompatible avec la législation argentine. Aux termes de cette législation, l'enfant né à bord d'un navire étranger dans les eaux territoriales argentines, ou à bord d'un aéronef survolant le territoire argentin, est considéré comme citoyen argentin.

6. En ce qui concerne la deuxième partie du chapitre II, M. Garcia Olano fait observer que les solutions proposées pour le problème des cas actuels d'apatridie sont inutiles et qu'elles ne peuvent que créer une certaine confusion, étant donné la convention adoptée par la Conférence des Nations Unies sur le statut des apatrides, qui s'est tenue à New-York en septembre 1954.

7. Quant à la troisième partie du chapitre II, elle ne semble appeler aucun commentaire.

8. M. ROBINSON (Israël) voudrait porter un jugement d'ensemble sur les projets de conventions avant de définir l'attitude de son gouvernement à l'égard de la proposition, implicite dans l'article 12 des deux textes, selon laquelle les conventions devraient être approuvées par l'Assemblée générale.

9. Il tient en premier lieu à féliciter la Commission du droit international de la façon dont elle a abordé et accompli sa tâche. Les projets de conventions permettent de remédier pratiquement à toutes les causes d'apatridie. Les neuf premiers articles offrent des solutions valables tant que les parties contractantes maintiendront leur *statu quo* territorial; l'article 10 contient par contre des dispositions entièrement nouvelles applicables en cas d'éventuelles modifications de frontières. Il convient de noter aussi que l'article 2 établit une présomption spéciale en faveur des enfants trouvés.

10. Malgré la dissemblance des titres des deux projets, les textes eux-mêmes ne sont pas de nature très différente. Il ne faut pas donner aux deux termes "élimination" et "réduction", dans leur présent contexte, le sens qu'ils ont normalement. La Commission du droit international elle-même a précisé que le texte de la convention sur l'élimination n'est pas absolument exhaustif; les paragraphes 135 et 139 du rapport de la commission sur les travaux de sa cinquième session (A/2456) mentionnent un certain nombre de cas où une personne pourrait encore être apatride et pour lesquels aucune disposition n'est prévue. De plus, la comparaison des deux projets fait ressortir que six des dix articles de fond sont identiques. Les rares différences entre les deux textes représentent des ajustements rendus nécessaires par les circonstances. En outre, étant donné la valeur très douteuse de l'article 10, le vote de la Commission du droit international et la clause de réserve qui figure à l'article 13, la convention sur l'élimination semble d'ores et déjà vouée à l'échec.

11. A vrai dire, les termes "élimination" et "réduction" sont tous deux utilisés d'une façon légèrement abusive. L'apatridie n'existe pas en soi, et par conséquent, ce sont *les causes* de l'apatridie que vise l'effort en vue d' "éliminer" ou de "réduire".

12. Pour ces raisons, la délégation d'Israël préfère nettement la convention sur la réduction, plus réaliste, bien qu'il soit difficile de comprendre pourquoi il est dit, dans le dernier paragraphe du préambule de chacun des deux projets, qu'il *importe* de supprimer l'apatridie mais qu'il est *souhaitable* de réduire le nombre des cas d'apatridie. Le contraire semblerait plus logique.

13. M. Robinson en vient à la question de savoir s'il est possible d'approuver sur-le-champ les deux conventions, ou l'une d'entre elles. Il regrette d'annoncer que, pour diverses raisons, sa délégation devra s'opposer à une approbation immédiate.

14. En premier lieu, la perfection juridique des instruments représente en elle-même un inconvénient. Il en est fréquemment ainsi dans les législatures nationales; un projet préparé par un ministère compétent et approuvé par l'exécutif est presque toujours meilleur que le texte finalement adopté par le parlement, mais ce dernier texte a cependant beaucoup plus de chances de donner de bons résultats dans la pratique. L'article 10, commun aux deux projets, est un exemple de l'excès de perfection de ces textes. Cet article n'aura aucune valeur pratique à l'égard de tout nouvel Etat qui pourrait se créer dans l'avenir et qui, par conséquent, ne saurait être lié même par une convention universelle. Il paraît en outre douteux que la clause puisse s'appliquer à un Etat partie à une convention, mais qui acquerrait le caractère de nouvel Etat à la suite d'un accroissement important de territoire. M. Robinson fait observer en passant que l'existence de l'article 10 semble avoir été oubliée dans le paragraphe 12 du rapport de la Commission du droit international (A/2693), où il est dit catégoriquement que "l'existence de cas d'apatridie doit précisément être attribuée ... [à des] ... dispositions ... [du] ... droit interne des pays".

15. En second lieu, la commission semble avoir trop insisté sur le "mal" que constitue l'apatridie. Elle la condamne en termes vigoureux dans le troisième paragraphe du préambule, oubliant que le sort de diverses catégories d'apatrides s'est sensiblement amélioré grâce à la Convention des Nations Unies relative au statut des réfugiés, signée en 1951, et à la convention élaborée par la Conférence des Nations Unies sur le statut des apatrides, tenue en septembre 1954. De même, le quatrième paragraphe du préambule exagère l'influence de l'apatridie sur les relations internationales. Il est dit au paragraphe 129 du rapport de la commission sur sa cinquième session (A/2456) que les "frictions" viennent de ce que les Etats ne peuvent refouler dans leur pays d'origine les personnes que ces pays ont dénationalisées; cette thèse apparaît difficilement compatible avec l'article 33, 1, de la Convention de 1951 relative au statut des réfugiés, qui interdit de refouler une personne, dans le cas où elle pourrait faire ultérieurement l'objet de persécutions, article dans lequel la récente conférence sur le statut des apatrides a vu l'expression d'une règle générale de droit international. Il ne faut donc nullement s'inquiéter de ce qu'un Etat civilisé ne puisse refouler une personne donnée; on en est au contraire venu à reconnaître, comme principe humanitaire, qu'un Etat ne doit pas refouler une personne qui risque d'être persécutée.

16. En troisième lieu, la Commission du droit international semble avoir plus ou moins oublié qu'il existe déjà un certain nombre d'instruments internationaux destinés à éliminer l'apatridie ou à réduire le nombre des cas d'apatridie. En fait, la Convention concernant certaines questions relatives aux conflits des lois sur la nationalité, signée à La Haye en 1930, et la Convention sur la nationalité, signée à Montevideo en 1933, qui reprend en grande partie la convention signée à Rio-de-Janeiro en 1906 (Convention relative à la condition des citoyens naturalisés qui reviennent fixer leur résidence dans leur pays d'origine), proposent un certain nombre de solutions. Une surabondance de traités risquerait de créer des conflits d'obligations, ce qui conduirait à des résultats opposés à ceux que l'on s'était proposés.

17. En quatrième lieu, la Commission du droit international a oublié que le statut de la femme mariée est régi par le projet de convention sur la nationalité de la femme mariée. L'objet de ce dernier instrument est d'assurer l'égalité des deux sexes, sans tenir compte du risque d'apatridie éventuelle. La Commission de la condition de la femme et la Commission du droit international abordent donc le même problème sous des angles très différents.

18. Enfin, la délégation d'Israël éprouve une certaine difficulté à accepter le prix imposé pour l'élimination ou la réduction de l'apatridie. Bien que le préambule des projets de conventions rappelle la disposition de la Déclaration universelle des droits de l'homme selon laquelle tout individu *a droit* à une nationalité, les deux textes, dans leur ensemble, paraissent s'inspirer plutôt du principe selon lequel tout individu *est tenu* d'avoir une nationalité. L'article 7, commun aux deux projets, le démontre de façon indiscutable; il pose en principe que la nationalité peut être imposée sans que l'intéressé ait le moindre choix. Le problème de l'élimination de l'apatridie ne peut être séparé d'une façon aussi arbitraire des autres aspects des droits de l'homme.

19. Pour ces motifs, la délégation d'Israël, bien qu'elle approuve tout à fait les objectifs des projets de conventions et qu'elle ne voie pas d'objections sérieuses aux principes dont s'inspire la convention sur la réduction, ne peut se déclarer purement et simplement en faveur des deux textes. D'ailleurs, d'autres possibilités s'offrent encore à la Sixième Commission. Tout d'abord, elle pourrait examiner les textes en détail et les remanier; c'est ce qu'a proposé le représentant du Royaume-Uni à la séance précédente. Ou encore, on pourrait convoquer une conférence de plénipotentiaires chargée spécialement d'adopter une convention. Enfin, l'Assemblée générale pourrait prendre acte des deux projets de conventions, considérées comme sources précieuses du droit international au sens de l'Article 38, 1, d, du Statut de la Cour internationale de Justice.

20. M. Robinson réserve le droit de sa délégation de se prononcer sur ces diverses solutions à un stade ultérieur du débat.

21. M. AKANT (Turquie) constate que le chapitre II du rapport est intitulé: "La nationalité, y compris l'apatridie", mais que la Commission du droit international n'a étudié que le problème de l'apatridie, et a laissé de côté celui de la nationalité en général. Or, c'est précisément la question si importante et si complexe de la nationalité, source de tant de conflits en droit interne, qui a besoin d'être codifiée. Certes, un certain nombre d'organes des Nations Unies, y com-

pris le Conseil économique et social, ont traité de divers aspects du problème, par exemple de la nationalité de la femme mariée, mais il serait bon que la Commission du droit international traite le problème dans son ensemble, et ce le plus tôt possible.

22. Pour ce qui est plus particulièrement du problème de l'apatridie et des projets de conventions préparés par la Commission du droit international, ces deux textes visent à résoudre le problème en appliquant le *jus soli* plutôt que le *jus sanguinis*. La délégation de la Turquie estime qu'il conviendrait de donner la préférence au projet de convention sur la réduction, qui offre une solution plus prudente.

23. M. TRIKUMDAS (Inde) déclare que sa délégation devra s'abstenir si la Commission prend une décision quelconque au sujet des deux projets de conventions, non pas qu'elle désapprouve les principes dont ils s'inspirent, mais parce que l'Inde se trouve dans une situation spéciale du fait qu'elle est un Etat nouveau et qu'elle a subi des modifications territoriales. La citoyenneté est certes définie dans la Constitution, mais l'Inde n'a pas encore de loi sur la naturalisation; cette loi est à l'étude.

24. Il serait très souhaitable que les Etats adoptent une convention pour éliminer l'apatridie ou tout au moins pour la réduire, non seulement parce que cette convention viendrait en aide aux malheureux qui ont récemment perdu leur nationalité sans l'avoir voulu, mais aussi parce qu'elle constituerait l'idéal vers lequel pourraient tendre les législations nationales. Toutefois, comme l'a fait observer le représentant d'Israël, il sera difficile aux différents pays d'adopter un système idéal uniforme, étant donné les problèmes spéciaux auxquels certains d'entre eux ont à faire face. Les projets de conventions traitent de certains de ces problèmes, par exemple de l'étendue des droits que confère la nationalité acquise par voie de naturalisation, de la possibilité de déchéance de nationalité des citoyens naturalisés, ainsi que de la déchéance de nationalité des citoyens de naissance. L'article 8 du projet de convention sur la réduction du nombre des cas d'apatridie dans l'avenir traite de certains aspects de ce dernier problème, mais n'envisage pas tous les cas de déchéance.

25. Le problème de l'apatridie n'a pas actuellement, dans l'Inde, l'ampleur qu'il a en Europe. Toutefois, il se peut qu'avant longtemps l'Inde ait à examiner la situation des personnes d'origine indienne, mais de nationalité étrangère, qui désirent retourner dans l'Inde. C'est avec cette éventualité en vue que le Gouvernement indien élabore ses lois sur la nationalité.

26. M. CHAUMONT (France) rend hommage à la Commission du droit international, qui, dans ses deux projets de conventions, a fait preuve à la fois de compétence juridique, en envisageant tous les cas possibles d'apatridie, et de sagesse politique, en tenant compte des difficultés politiques des Etats et en leur donnant la possibilité de choisir entre deux textes.

27. Le problème de l'apatridie est évidemment des plus complexes. Néanmoins, le Gouvernement français est prêt à collaborer, sérieusement et sincèrement, à tous les efforts qui seront tentés en vue d'éliminer l'apatridie, ou tout au moins de réduire le nombre des

cas d'apatridie dans l'avenir; il étudiera les deux projets de conventions avec la volonté de rechercher un accord avec d'autres gouvernements.

28. Pour le moment, toutefois, M. Chaumont s'en tiendra à une question de pure procédure, celle de savoir dans quel esprit la Sixième Commission examinera ces deux textes au cours de la présente session. M. Chaumont est tout disposé à entendre les opinions et les suggestions des autres délégations, mais il est personnellement d'avis que l'Assemblée générale ne devrait pas se prononcer immédiatement, car elle ne connaît pas encore suffisamment la position des divers gouvernements. La Commission du droit international a, bien entendu, invité les gouvernements à communiquer leurs observations sur les deux projets de conventions, mais un quart seulement des Etats Membres ont répondu à cette invitation. En outre, la grande majorité de ceux qui ont répondu — le Royaume-Uni constitue à ce sujet la seule exception notable — se sont bornés à comparer les dispositions des projets de conventions avec leur législation nationale en vigueur en indiquant qu'ils n'accepteraient les deux textes que dans la mesure où ceux-ci seraient compatibles avec cette législation. Ces gouvernements n'ont pas examiné les projets de conventions en eux-mêmes, ni indiqué si, à leur avis, ces textes pourraient vraiment servir à atteindre l'objectif visé, à savoir éliminer l'apatridie ou réduire le nombre des cas d'apatridie; ils n'ont pas indiqué non plus s'ils étaient disposés, pour atteindre cet objectif, à signer une convention internationale; si, à leur avis, la situation politique générale se prêtait à cette méthode; et, enfin, s'ils étaient disposés à modifier leur législation nationale pour la rendre plus conforme au droit international nouveau qu'ils créeraient ainsi. Tant que l'Assemblée générale ne connaîtra pas la réponse à ces questions fondamentales, elle ne pourra utilement adopter l'un ou l'autre des projets de conventions. En préparant ces textes, la Commission du droit international a fait ce qu'elle avait à faire et elle l'a bien fait. C'est aux gouvernements qu'il appartient maintenant d'agir.

29. La Sixième Commission peut évidemment, si elle le juge bon, examiner les projets de conventions article par article, car tous les gouvernements, même s'ils n'ont pas soumis d'observations, auront une opinion et seront sans doute disposés à l'exprimer. Toutefois, s'appuyant sur les considérations qu'il vient d'exposer, M. Chaumont estime qu'il serait préférable de déléguer cette tâche à une conférence de plénipotentiaires, solution qui plaît d'autant plus à la délégation française qu'une conférence semblable vient d'étudier la question des cas actuels d'apatridie. A défaut, et si les gouvernements préfèrent disposer de plus de temps pour examiner le problème, la Commission pourrait renvoyer les projets de conventions au Conseil économique et social, qui pourrait alors convoquer une conférence de plénipotentiaires et faire rapport à l'Assemblée générale.

30. M. Chaumont invite les autres délégations à exprimer leur opinion sur la question de procédure qu'il vient de soulever, et se réserve le droit de faire connaître ses observations sur les projets de conventions si la Commission décide de les examiner en détail.

La séance est levée à 17 h. 15.

